CALACS francophone d'Ottawa

CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL

Rapport annuel 2017-2018

Présenté à l'Assemblée générale annuelle

Le 14 juin 2018

Accessibilité **Intégrité** **Respect** **Engagement**

www.calacs.ca 613.789.8096

Alors que le mouvement #MoiAussi ébranle la société, le CALACS francophone d'Ottawa réussit encore et toujours à réaliser sa mission de lutte et de soutien envers les survivantes et ce, malgré le manque de ressources. Fières et solidaires, les employées et les membres du conseil d'administration auront été encore plus présentes dans la communauté et dans les médias afin de revendiquer pour les droits des femmes et rallier les gens à la lutte.

Vous serez certainement impressionné en lisant ce rapport d'activités qui résume le travail accompli avec un engagement inébranlable et une passion envers la cause. Nous souhaitons qu'à la lecture de ce rapport vous aurez le goût de vous joindre au mouvement #etmaintenant pour une #cultureduconsentement.

Les employées du CALACS

Administration :

Josée Guindon, gestionnaire

Guylaine Ross, Jeanne d'Arc Habarugira, adjointes administratives

Danika Currie et Sarah Laliberté, emploi été

Les services d'intervention

Johanne Morency, intervenante et coordonnatrice

Michelle Petersen, coordonnatrice

Marie-Lou Hobbs-Villeneuve, Johanne Deschamps, Danielle Nunes-Taveira, intervenantes

Johanne Deschamps, Michelle Tabor, stagiaires

Les services de prévention et sensibilisation

Josée Laramée, coordonnatrice

Gabrielle Pelletier, animatrice

Valérie Pelletier, Vanessa Ouellette, stagiaires

Conseil d'administration

Frédérica Dupuis, présidente

Mercedes Valdivia, vice présidente

Danielle Paris, secrétaire trésorière

Nancy Bélanger, Gabrielle Pelletier, Edith Gibeault, Fatima Tajini, Rym Ben Berrah, administratrices

Les femmes francophones ont une meilleure offre de service en matière d'agression à caractère sexuel

Une offre de service de qualité et diversifiée malgré le manque de ressources

Nous avons eu plus de 3000 contacts avec des survivantes cette année et avons offerts des services à plus de 190 jeunes filles et femmes. Ces demandes proviennent généralement des survivantes elles-mêmes, rarement de références par des services. Par contre, nous avons reçu des références de firmes d'avocat.es et de la maison Jean Lapointe ce qui est nouveau cette année.

Nous avons poursuivi l'adaptation de l'offre de services aux survivantes dans le but de diversifier nos services et de s'adapter aux réalités des femmes et des réalités financières du centre. Compte tenu du manque de financement pour l'embauche d'intervenantes additionnelles, nous avons depuis presque 15 ans une liste d'attente continuellement pour les rencontres d'intervention individuelle. Bien que ce type de services demeure celui qui est privilégié et le plus en demande, nous avons décidé d'augmenter l'offre de services de groupe ouverts pour les femmes en attente d'un suivi individuel. Aussi, les employées des services de prévention et de sensibilisation rencontrent chacune une jeune fille ou femme en appui individuel. Au 31 mars, nous avions un temps d'attente pour l'intervention individuel d'environ 14 mois.

Activités de groupe : 37

Nombre de participation : 137

93 survivantes en rencontres de soutien individuel

733 heures consacrées aux demandes d'urgence

Des ateliers thématiques portant sur les divers impacts des agressions sexuelles ont été développés et offerts : Les émotions, à quoi ça sert, Communications : frontières et limites, Le processus de guérison. Ces ateliers sont offerts de façon continue et permettent aux femmes d'obtenir des informations et des outils qui les aident dans leur cheminement et font en sorte qu'elles sont mieux outillées lorsque leur tour arrive pour un suivi individuel.

Nous avons aussi maintenu des contacts réguliers avec les femmes afin de les inviter à participer aux groupes ouverts – ateliers, particulièrement auprès des femmes en attente.

Dans le cadre de notre objectif constant (par et pour les femmes), deux types d'ateliers ont été offerts une fois par mois par des survivantes soit, l'écriture créative et la peinture guidée. De plus, nous avons accueilli 2 stagiaires dont une en art thérapie, ce qui nous a permis d'offrir encore plus d'ateliers d'arts en contexte thérapeutique : colère et reconstruction, tableau de visualisation, peinture des émotions, qui s'avèrent être très efficaces dans le processus de guérison. Nous avons aussi offerts des ateliers de danse hip hop et du yoga du rire.

Cette année, nous avons pu constater les retombées de notre projet pour les femmes de diversité culturelle puisque l'on remarque une augmentation de demande de service provenant de ce groupe marginalisé. Ce projet financé par la Fondation Trillium nous a permis de relever de nombreux facteurs qui inciteraient ces femmes à accéder à nos services et nous les mettons en œuvre graduellement. Pour les résultats du projet, veuillez consulter le rapport :

Capacité accrue de servir les femmes francophones de diverses communautés culturelles.

Nous avons poursuivi notre offre de services de soutien aux étudiantes et membres du personnel de l'Université d'Ottawa. Aussi, dans la foulée des dénonciations #MoiAussi, nous avons été invité à rencontrer quelques groupes qui ont été personnellement affecté par des dénonciations et nous avons formé les équipes de bénévoles pour la semaine d'accueil.

La Journée internationale des droits des femmes a été célébrée avec les survivantes qui ont accédé à nos services. Cette année, des femmes du Burundi sont venues enseigner la danse umutsibo et une autre femme est venue enseigner le baladi. Aussi, nous avions des bénévoles qui offraient des soins pour les mains et les cheveux, des séances de reiki, de massothérapie et du henné. Les femmes ont pu savourer un repas typiquement haitien et chanter au rythme de la chanson Faut qu'une fille veule du groupe Les Chipies.

Un rafraîchissement des procédures internes pour bien préparer la relève et maintenir une offre de services de haut standard

Plusieurs procédures internes ont été rédigées ou revues cette année : la procédure pour les rencontres d'évaluation, la procédure pour la sélection des participantes aux groupes de soutien fermés et ouverts, la procédure concernant l'offre de services de soutien individuel et celle portant sur la gestion de la liste d'attente pour le service de soutien individuel. Aussi, la procédure pour le dévoilement des agressions sexuelles chez les mineur.es a été mise à jour. Finalement, la procédure pour l'implication des militantes a été revue et adaptée selon les réalités et besoins actuels.

La révision des dossiers de plaintes pour agressions sexuelles classées non fondées

Après plusieures années de discussions et de revendications auprès du service de police d'Ottawa, nous avons finalement signé une entente de collaboration pour la révision des dossiers de plaintes classés non fondées. Des représentantes des 4 services aux survivantes d'agression sexuelle d'Ottawa, dont le calacs,ont révisé selon le modèle développé à Philadelphie, plus de 160 dossiers de plaintes classés non fondés. Cet exercice fut laborieux mais porteur d'espoir pour une amélioration de l'accès à la justice pour les survivantes.

L'accès à des services en français à Ottawa – toujours un défi

Un des mandats du CALACS francophone d'Ottawa est de faire les démarches nécessaires afin que les survivantes aient accès à des services en français et aussi de les soutenir dans la revendication de leurs droits. Bien que nous informions les survivantes de leur droit de déposer des plaintes pour les lacunes d'offre de services en français, la plupart d'entre elles choisissent de concentrer leur énergie dans leur processus de guérison. Avec leur accord, nous faisons des suivis et déposons des plaintes auprès des instances concernées.

L'année 2017-2018 fut chargée de nombreux dossiers de revendications et de plaintes en lien avec le manque de services en français : transport en commun OCTranspo, Programme de soins aux victimes d'agression sexuelle ou d'abus par un partenaire de l'Hôpital d'Ottawa, la section des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants du service de police d'Ottawa, le processus de consultations concernant l'examen par la province des services de thérapie et des lignes d'aide en matière de violence à caractère sexuel organisé par le ministère de la condition féminine de l'Ontario, l'offre de services par Prévention du crime Ottawa, les outils et le processus de divulgation des salaires (sunshine list), etc. Plusieures rencontres ont eu lieu avec les représentant.es de ces services et les enquêteures du Commissariat aux affaires francophones de l'Ontario afin de trouver des solutions pour améliorer l'offre des services en français.

Le CALACS est renforcé et dispose des ressources nécessaires à la réalisation de sa mission

Impressionnant le travail accompli avec si peu de ressources

Les employées ont vécu personnellement et collectivement des moments difficiles au cours de l'année. Le soutien entre les employées et du conseil d'administration nous a permis de passer au travers ces rudes épreuves sans trop d'impacts sur l'offre de services et le climat au travail.

Lors de la rencontre annuelle du conseil d'administration et des employées, nous avons participé à un atelier discussion portant sur les groupes de femmes non-mixtes et les femmes trans. Cet atelier discussion nous a permis de se familiariser et se sensibiliser sur les enjeux que soulève la présence des femmes trans au sein des groupes de femmes non-mixtes, démystifier les mythes et discuter sur les moyens de rendre le CALACS accessible. Nous avons également reçu de l'information portant sur le Régime de pensions du Canada et le Régime de retraite de l'Ontario, le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes du Québec, les dernières avancées et la jurisprudence qui nous a permis de préparer une stratégie pour le dossier fonds de pension.

Le conseil d'administration a révisé la politique en matière de ressources humaines. Les principaux changements visent à faire une différenciation des postes permanents et contractuels, à reconnaître le temps de travail alloué aux médias sociaux et à simplifier le processus d'embauche, d'évaluation et de fin d'emploi.

Aussi, le centre s'est doté d'un plan de communication stratégique pour soutenir les actions dans la revendication de financement additionnel pour répondre aux demandes de services et combler les écarts entre le financement et l'augmentation du coût de la vie.

Le Centre a poursuivi son engagement à injecter des sommes d'argent dans l'équité salarial. Cette année, nous avons versé plus de 50 000 en ajustement salarial afin de réduire l'écart salarial des employées. Nous avons également développé une stratégie pour assurer un fonds de pension pour les employées pour les protéger contre la vulnérabilité financière à leur retraite. De plus, nous avons adopté un programme de reconnaissance des employées pour leurs années de services. Ce programme souligne l'engagement des employées dans

l'aide aux survivantes et la lutte pour une culture du consentement. Ce programme contribue à la rétention du personnel et allège le fardeau de l'absence d'un plan de pension.

Lors d'une journée de travail, l'équipe permanente a entamé la révision des principes féministes qui nous guident dans nos actions et les moyens de les mettre en application. Ce fut un exercice nécessaire puisque les principes ont été adopté il y a 20 ans et depuis, la structure du centre a changé. Les employées ont également entamé la rédaction d'un document décrivant le rôle de l'employée qui siège au conseil d'administration.

Finalement, nous avons intégré un nouveau module Infolettre à notre site web. Nous avons désormais accès à une nouvelle plateforme qui nous permet d'envoyer des messages à des groupes tout en respectant la *Loi canadienne anti-pourriel*.

Une annonce qui a des impacts

Le ministère du procureur général a fait une annonce d'une augmentation du financement remis aux CALACS en Ontario. On nous a tout d'abord annoncé une augmentation de 35% mais le lendemain on nous disait que ce ne serait pas tout à fait ce montant. Au 31 mars, nous sommes toujours en attente d'une confirmation du montant additionnel qui nous sera alloué.

Malgré le dépôt d'une dizaine de demandes de financement pour des projets, le centre a vu son financement diminuer d'environ 120 000$ cette année. Plusieurs projets ont été refusés et cela a eu des impacts, entre autre, sur le poste d'adjointe administrative qui a été réduit à 2 jours semaine. L'attribution du financement a principalement été fait à des institutions publiques qui ne sont pas du secteur de la violence faite aux femmes ou des organismes provinciaux qui ne font pas (ou ne devraient pas) faire de l'offre de services.

#etmaintenant c’est aussi cela

Plusieurs personnes généreuses ont remis des dons ou organisé des activités d’autofinancement originales qui ont permis d’amasser plus de 20 000$ pour le CALACS. Vente garage, un tatouage pour la cause, vente d’œuvre d’arts, mariage, In memoriam, dons de matériel artistique, voici quelques exemples d’activités. De plus, au cours de l’été 2017, nous avons envoyé des missives aux sections locales syndicales de la région d’Ottawa.

Encore cette année, des dizaines de femmes ont manifesté leur désir de s’impliquer comme militantes. Au 31 mars, nous avions 80 militantes actives qui ont fait 2 400 heures de bénévolat ce qui équivaut à 1.4 poste à temps complet.

L’expertise et le leadership du calacs sont mis à profit dans la lutte, les revendications et les interventions en matière d’agression à caractère sexuel

Présentes sur plusieurs fronts.

Malgré le fait que nous ne siégeons pas au Comité consultatif du Programme de financement des CALACS, nous nous assurons de suivre et commenter les dossiers pouvant avoir des impacts sur l’accès et l’offre de services. Ce qui nous a particulièrement interpelées cette année est le processus de révision des services de counseling qui s’est déroulé à l’été 2017. Nous avons envoyé une lettre à la Direction de la condition féminine de l’Ontario énonçant nos inquiétudes concernant le manque d’inclusion et d’accès des francophones en milieu minoritaire au processus de consultation, le manque de reconnaissance du rôle et de l’expertise des calacs dans le processus et le choix des dates pour faire cet examen. Nous avons rencontré les députés provinciaux d’Ottawa et partagé notre stratégie avec nos consœurs francophones et anglophones afin de les encourager à être proactives dans et militantes. Finalement, nous avons refusé d’être l’hôte d’une consultation compte tenu des courts délais et des demandes faramineuses sans ressources additionnelles de la part du gouvernement.

Notre ministère a débuté la création d’un document sur les normes des CALACS. Nous avons étudié la première ébauche du document qui était non adapté et non inclusif. Nous avons souligné plusieurs inquiétudes concernant, entre autres, l’obligation du travail bénévole, le manque de reconnaissance de l’expertise nécessaire pour l’offre de services, le maintien des femmes dans la pauvreté, l’uniformité des prestations des services qui ne tient pas compte des réalités terrain distinctes par région, le manque de reconnaissance du travail effectué par les intervenantes qui est plus que la promotion de la guérison, l’ajout

d'exigences additionnelles sans ressources additionnelles, les obligations des organismes anglophones dans les régions désignées, la vérification des antécédents des employées et les droits de la personne. Nous sommes en attente d'une autre version du document.

Nous avons obtenu un siège au conseil d'administration du Réseau de santé de l'est de l'Ontario. Ainsi, nous participerons aux rencontres à titre de représentante des Services de soutien communautaire et autres organismes offrant des services de santé.

Recevoir un dévoilement et toutes les responsabilités que cela représente

L'équipe des services de prévention et de sensibilisation reçoit des dévoilements à chaque atelier et événements. Beaucoup de ces dévoilements proviennent de mineur.es et demandes un protocole particulier en respect à nos obligations légales de rapporter. Nous avons révisé notre processus de dévoilement auprès de la Société d'aide à l'enfance afin d'assurer un accompagnement qui respecte les besoins des mineures, nos valeurs et nos obligations légales. Nous avons également une entente avec les deux conseils scolaires d'Ottawa afin de nous assurer des bonnes pratiques afin d'aider les survivantes.

Des services spécialisés et adaptés aux besoins des partenaires

Nous avons été contacté par plusieurs partenaires afin d'offrir des pistes d'intervention et des outils pour soutenir le personnel qui est souvent dépassé par certaines situations d'agression sexuelle. Nous nous sommes rendues sur place pour rencontrer divers groupes pour mettre en place un plan d'intervention et de sécurité afin de bien répondre aux besoins. Nous réalisons qu'il reste du chemin à faire auprès des polices communautaires qui réfèrent les jeunes victimes des écoles secondaires au Service aux victimes d'Ottawa et non au CALACS.

Des présentations et des formations adaptées aux réalités terrain

Nous recevons des demandes d'ateliers et de formations générales mais aussi très spécifiques. Notre expertise nous permet de développer ou d'adapter nos ateliers aux réalités terrain. Nous avons développé des ateliers et de la formation spécifiques pour les travailleur.es sociaux travaillant auprès des adultes ayant une déficience intellectuelle, un atelier pour les femmes aînées, une formation sur mesure pour les intervenantes auprès des enfants exposés à la violence en lien avec la cyberagression et l'hypersexualisation, un atelier pour des groupes d'étudiant.es universitaires lors du #MoiAussi et des nombreuses dénonciations. Nous avons été invitées à faire une allocution pour la Journée internationale des femmes au bureau de la députée Nathalie Desrosiers. Notre allocution a porté sur les vagues de dénonciation #Moiaussi et le rôle que chaque citoyen.ne a à jouer dans la lutte contre les violences sexuelles.

Au CALACS on utilise #LesBONSmots

Nous avons participé à l'adaptation du Guide #LesBONSmots destiné aux journalistes pour une bonne couverture médiatique de la violence sexuelle au Canada. 4 200 personnes ont été rejointes lors du lancement du guide et nous étions dans le top 10 des tendances Twitter ce jour-là.

Le CALACS en parle dans les médias

- Trop peu de services en français pour les victimes d'agressions sexuelles à Ottawa
- Les effets des hashtags sur notre société
- Pourquoi attendre avant de dénoncer
- Mouvement #MoiAussi : le CALACS d'Ottawa se sent abandonné
- Peu de victimes de violence sexuelle utilisent un programme d'aide à Ottawa
- Agressions sexuelles : des plaintes jugées non fondées seront révisées à Gatineau et à Ottawa
- Recherché pour agression sexuelle
- Il faut aller au-delà des excuses croient des militantes LGBT+ de la région
- Défis et solutions pour les victimes ontariennes
- Agressions sexuelles dans les milieux sportifs
- Des zones de protection autour des cliniques d'avortement
- Ottawa veut sévir contre le harcèlement sexuel au travail
- La culture du viol
- L'affaire Rozon/Salvail
- Soutien aux victimes d'agression sexuelle qui portent plainte
- Une marche contre la violence à caractère sexuel

La sensibilisation produit un impact sur la collectivité qui s'engage et agit contre les agressions à caractère sexuel

La cyberagression à caractère sexuel, on en parle.

Nous avons conceptualisé des caches caméra qui permettent d'assurer une sécurité tout en référant au site web du calacs. Cet outil est une des retombées de notre projet de recherche sur la cyberagression sexuelle publiée en 2016.

Depuis la fin de notre recherche, nous sommes invitées à présenter les résultats auprès de divers groupes : panel d'expertes organisé par Condition féminine Canada, au personnel (procureur.es, polici.ères, greffi.ères, avocat.es) du secteur Justice, conseils scolaires, etc.

Notre pièce de théâtre Arianejamaisplus.com, créée à partir des résultats de la recherche sur la cyberagression sexuelle a été présentée des dizaines de fois, principalement dans les écoles secondaires francophones d'Ottawa et aussi un peu partout au Québec. Pour la première fois, les deux conseils scolaires ont acheté des représentations de la pièce de théâtre. Cette pièce de théâtre provoque beaucoup de réactions en lien avec des dévoilements d'agression sexuelle collective et aussi des étudiants masculins faisant des commentaires misogynes durant les présentations. Nous souhaitons continuer d'offrir notre pièce de théâtre qui est encore d'actualité l'année prochaine.

Des formations et des ateliers de sensibilisation, on en donne!

Cette année, on a offert 127 ateliers principalement dans les écoles secondaires. On a rencontré plus de 5 250 jeunes lors de ces ateliers. Les ateliers ont porté sur le consentement, l'agression sexuelle, l'hypersexualisation, l'exploitation sexuelle et la cyberagression à caractère sexuel.

Le thème présenté lors de la Semaine des victimes et survivantes d'actes criminels fut : Les impacts quand une survivante dénonce dans les médias de masse et les éléments de preuve admissible lors d'un procès. Ce thème fut choisi suite à la foulée des dénonciations dans les médias sociaux. Nous avons accueillie plus de 120 participant.es à cette journée de formation.

Malgré le peu de ressources, nous sommes présentes dans les événements

Nous avons participé à de nombreux événements où nous avons distribué du matériel, reçu des dévoilements et créer des partenariats :

Forum sur l'intimidation, Festival de la Saint-Jean, présence sur le Marché By, Semaine de la Fierté gaie, Climat scolaire positif, Marche des femmes, Carnaval Overbrook, Journée contre l'intimidation, foires d'emploi, marchés mobiles.

Médias sociaux : 106 500 personnes rejointes, 950 nouvelles mentions j'aime, 955 abonnées, 76% des abonnées sont des femmes, 21% des hommes

62 activités de sensibilisation

127 ateliers de formation, 5 251 participant.es

Au CALACS, on marche, on dénonce et on revendique !

La Marche La rue, la nuit, femmes sans peur est une activité annuelle et nous sommes fières de dire que les francophones sont de plus en plus visibles lors de cet événement. En tant que leader francophone nous avons réussi à rassembler des centaines de francophones et avons affiché les messages de revendications sur des chapeaux, initiative très originale qui a reçu une grande attention.

Au cours de l'année, nous avons dénoncé plusieurs injustices et propos misogynes sur les médias sociaux et aussi sur la place publique. D'ailleurs, un groupe formé de militantes féministes a été créé sur réseaux sociaux afin de riposter aux messages haineux.

Remerciements

Ontario

Ministère du Procureur général de l'Ontario, Division des services aux victimes

uOttawa

Ontario Trillium Foundation
Fondation Trillium de l'Ontario

Department of Justice Canada
Ministère de la Justice Canada

Emploi et Développement social Canada
Employment and Social Development Canada

Ontario

Ministère des Affaires francophones de l'Ontario

Partenaires principaux

CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST
Le meilleur conseil qu'on puisse vous donner

Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

Donateurs pour nos événements

Altitude Gym
Cinéma
Body shop
Loblaws
No frills
Perkins
Nouvelle scène
Davids tea
Tim Horton